

65896

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/ANA/19
16 juillet 1969

Original : ANGLAIS/
FRANCAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion inaugurale de l'Association
des Banques centrales africaines
Addis-Abéba, 4-8 août 1969

FUTURES ACTIVITES DE L'ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES
AFRICAINES

1. L'article 3 des statuts de l'Association des Banques centrales africaines fixe en termes généraux les fonctions et les activités de l'Association. Il appartient à la Réunion inaugurale de l'Association de déterminer plus spécifiquement et plus en détail ces fonctions et activités.

2. Pour en définir la portée, il convient premièrement de considérer quels sont les objectifs que l'Association s'est fixés. L'article 2 de ses statuts contient une description générale de ces objectifs qui sont les suivants :

- 1) Favoriser la coopération dans les domaines monétaire, bancaire et financier entre les pays de la région africaine;
- 2) Contribuer à formuler les principes selon lesquels les accords conclus entre pays africains dans les domaines monétaire et financier seront appliqués;
- 3) Contribuer à soutenir tous les efforts tendant à instaurer et à maintenir la stabilité monétaire et financière dans la région africaine;
- 4) Etudier l'efficacité des institutions financières et économiques internationales dans lesquelles les pays africains ont des intérêts et proposer des moyens d'amélioration possible.

Les activités futures de l'Association, compte tenu de ce qui précède, peuvent se résumer comme suit :

- i) Recherches.
- ii) Formation et cycles d'études.
- iii) Assistance technique et services consultatifs.

Recherches

4. Les recherches à entreprendre doivent être en rapport avec le degré de développement des pays africains et avec la place de l'Afrique dans l'économie mondiale. Trois catégories de problèmes méritent de retenir particulièrement l'attention à ce stade : le rôle des banques centrales africaines dans le développement économique, l'élaboration de système de paiements et de compensation au niveau des sous-régions pour favoriser la libération des échanges, et les questions monétaires internationales dans la mesure où elles influent sur le commerce et le développement africains.

5. Les recherches sur le rôle des banques centrales africaines dans le développement économique permettraient d'étudier les fonctions et les opérations de ces banques, et en particulier leur contribution à l'économie nationale et au développement économique des pays africains. Il s'agira d'évaluer les opérations des banques centrales africaines en vue d'en déterminer l'efficacité dans le contexte africain, en examinant l'organisation, les pouvoirs et les fonctions de ces diverses banques de même que les instruments qu'elles utilisent pour tendre vers leurs objectifs de politique générale.

6. Les recherches sur les systèmes de paiements et de compensation feront suite aux travaux déjà réalisés par la CEA dans ce domaine, notamment en application de résolutions adoptées par la CEA et l'OUA. Ces études ont toutes abordé le sujet du point de vue de l'ensemble de la région. La Deuxième conférence des Gouverneurs des Banques centrales africaines qui s'est tenue à Accra en août 1968 a montré que l'on préférerait en général aborder ce problème, dans ces détails pratiques, à l'échelon de la sous-région.

7. Le secrétariat de la CEA présente à la Réunion inaugurale de l'Association une étude générale qui tient compte des points relevés par la Deuxième conférence (E/CN.14/AMA/20). L'étude repose sur une analyse des relations commerciales et financières qui existent ou qui pourraient exister entre les pays africains et propose un nombre limité de catégories ou types d'arrangements concernant les paiements qui théoriquement peuvent être adaptés aux différents degrés d'intégration monétaire. Les Comités sous-régionaux de l'Association pourraient jouer un rôle extrêmement utile dans les recherches ultérieures qui auront pour but de vérifier les conclusions préliminaires de cette étude.

8. Il devient de plus en plus évident que le système monétaire international actuel demeure extrêmement vulnérable aux crises soudaines de confiance. Les pays africains et les autres pays en voie de développement sont au moins aussi intéressés que les pays développés au bon fonctionnement du système monétaire international. Les besoins en liquidités internationales des pays africains s'accroissent toujours plus. Il serait souhaitable que la solution des problèmes monétaires internationaux contribue à satisfaire ces besoins. Il est donc nécessaire d'orienter ici les recherches en fonction des besoins des pays africains à l'occasion des échanges qu'ils effectuent entre eux et avec le reste du monde. Ces recherches aideraient les autorités monétaires africaines à adopter une politique commune dans toutes les discussions internationales touchant à ce domaine.

9. Dans toutes ces recherches, le secrétariat coopérera étroitement avec les services d'études des banques centrales africaines, en vue de réaliser la synthèse de l'expérience acquise par celles-ci.

10. Une autre fonction importante de l'Association relevant aussi de la recherche est de tenir ses membres au courant des travaux d'une certaine importance qui sont effectués par les services d'études des diverses banques centrales. Il existe déjà un certain nombre de publications de banques centrales africaines ou non africaines, qui contiennent des articles et des études sur des questions intéressant les membres de l'Association. Il n'est pas toujours facile pour une banque de lire ces publications et de choisir les renseignements qui peuvent lui être utiles, d'autant plus que ces renseignements sont généralement publiés en une seule langue. Le secrétariat pourrait donc se charger de sélectionner et de faire parvenir régulièrement aux banques membres de l'Association les extraits d'articles ou études particulièrement intéressants.

Formation et cycles d'études

11. La deuxième Conférence des Gouverneurs des Banques centrales africaines a longuement délibéré sur la formation du personnel des banques. Il faut chercher à familiariser le personnel des banques avec l'expérience et les règles des institutions des pays voisins et, en accroissant les contacts personnels, faciliter la coopération entre banques au niveau des opérations et de la gestion.

12. On pourrait envisager la possibilité d'organiser chaque année un cours francophone et un cours anglophone. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique pourrait y contribuer et, si l'Association le lui demande, essayer d'obtenir une aide internationale ou bilatérale en vue de couvrir les frais de voyage des conférenciers et des participants, ainsi que leur per diem.

13. Les Gouverneurs africains qui désirent organiser des cours de ce genre pourront le mentionner pendant la Réunion inaugurale. Dans une lettre au Secrétaire exécutif de la CEA, la Banque centrale du Nigéria a proposé qu'un cours soit organisé au Nigéria sous les auspices de l'Association. On trouvera en annexe cette lettre qui contient un résumé du programme du cours proposé.

Assistance technique et services consultatifs

14. Les Nations Unies et les institutions qui lui sont rattachées ont déjà fourni une assistance technique aux pays africains dans les domaines monétaire et bancaire. Le secrétariat de l'Association pourrait être très utile à cet égard, en ce qui concerne aussi bien les demandes d'assistance que le choix des experts. Il pourrait établir et tenir à jour une liste d'experts qualifiés, compte tenu des problèmes qui intéressent particulièrement l'Association.

15. Tout le monde sait qu'il est difficile de trouver des experts vraiment compétents, surtout à bref délai. C'est précisément la raison pour laquelle la CEA a établi dans ses divers champs d'activité, un groupe de conseillers régionaux - le financement étant assuré par le programme régional d'assistance technique des Nations Unies - qui se déplacent pour de courtes durées pour conseiller dans leurs activités d'exécution les Etats membres qui en font la demande. L'Association pourrait recommander que soit établi dans le cadre de son secrétariat un petit noyau de conseillers hautement qualifiés qui seraient mis à la disposition des autorités monétaires africaines, sur demande, pour des services consultatifs à court terme.

- - - - -